

ANNEXE 5

CONVENTION PORTANT DELEGATION TEMPORAIRE DE LA COMPETENCE DE TRANSPORT ROUTIER INTERURBAIN ET FIXANT LES FLUX FINANCIERS POUR L'ANNEE 2017

ENTRE

LA REGION CENTRE – VAL DE LOIRE

Hôtel de Région - 9, rue Saint-Pierre Lentin – CS 94117, 45041 ORLEANS CEDEX 1
représentée par Monsieur François BONNEAU en qualité de Président du Conseil Régional, dûment
habilité par délibération du conseil régional n° [xxx] en date du 15 décembre 2016.

Désignée ci-après sous le terme « la Région »

D'une part,

ET

LE DÉPARTEMENT DU CHER

Hôtel du Département – 1, place Marcel Plaisant – CS 30322, 18023 BOURGES CEDEX
représenté par Monsieur Michel AUTISSIER en qualité de Président du Conseil départemental du Cher,
dûment habilité par délibération de Conseil départemental n°[...] en date du [...].

Désigné ci-après sous le terme « le Département »

d'autre part,

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, notamment son article 57,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, notamment son article 15,

Vu le décret n°2012-716 du 7 mai 2012,

Vu le décret n° 2015-687 du 17 juin 2015,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 1111-8 et R. 1111-1 et suivants,

Vu la délibération du conseil Régional n°15.05.05 du 18 décembre 2015 portant délégation à la commission permanente,

PREAMBULE

L'article 15 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe, a entériné le transfert des services routiers non urbains, réguliers et à la demande, et les services de transports scolaires des départements vers les régions, à l'exclusion des services de transport spécial des élèves handicapés vers les établissements scolaires.

En outre, les régions auront la responsabilité, à compter du 1^{er} janvier 2017, de la construction, de l'aménagement et de l'exploitation des gares routières publiques de voyageurs relevant des départements.

Il est toutefois prévu un calendrier de transfert distinct pour les deux types de services de transport. En effet, le 1^{er} janvier 2017, les régions seront les autorités organisatrices de transport routier interurbain alors que ce n'est seulement que le 1^{er} septembre 2017 qu'elles seront compétentes en matière de transport scolaire.

Ce calendrier distinct tend à renforcer les difficultés du transfert des compétences de transport à la Région dans la mesure où les services de transport routier interurbain et scolaire peuvent être étroitement imbriqués et parfois exploités par les mêmes opérateurs dans le cadre d'un contrat d'exploitation unique.

Ce constat conduit à conclure qu'une dissociation des dates d'exercice pleine et entière des compétences nouvellement transférées à la Région pourrait affecter la continuité du service public pour les usagers.

Ainsi, une délégation temporaire de compétences entre la Région et le Département devrait éviter d'entraîner un bouleversement considérable dans l'organisation des services de transports routiers interurbains et devrait permettre d'assurer la continuité des services de transport tout en offrant la possibilité à la Région d'appréhender les modalités d'exercice de sa compétence.

Dans ces conditions, il apparaît préférable que la Région Centre-Val de Loire délègue temporairement la compétence de transport routier interurbain, qui lui sera transférée au 1^{er} janvier 2017, au Département du Cher.

Ainsi, la présente convention a pour objet de déterminer les modalités de cette délégation temporaire de compétences entre la Région et le Département conformément aux dispositions des articles L. 1111-8, qui permet à une collectivité territoriale de déléguer par convention à une autre collectivité territoriale l'exercice d'une compétence dont elle est attributaire en son nom et pour son compte, et R. 1111-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales.

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUI T :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention définit notamment les modalités opérationnelles, techniques et financières de l'exercice de la compétence de transport routier interurbain déléguée par la Région au profit du Département..

ARTICLE 2 : COMPETENCE DELEGUEE

Le Département assure, sur l'ensemble de son territoire, au nom et pour le compte de la Région :

- L'organisation et le fonctionnement des services routiers non urbains, réguliers ou à la demande, à l'exclusion des services de transport spécial des élèves handicapés vers les établissements scolaires, pour lesquels il est directement compétent ;
- l'exploitation de la gare publique routière de voyageurs de Bourges et les autres aménagements destinés à faciliter la prise en charge ou la dépose des passagers de services réguliers.

ARTICLE 3 : DUREE

La présente délégation débute le 1er janvier 2017 et elle prend fin le 31 août 2017 à minuit, pour une durée de huit mois en ce qui concerne l'exercice de la compétence déléguée. Les comptes de compensation financière seront clôturés au 30 novembre 2017 afin de permettre la vérification des dépenses et recettes sur la totalité de la délégation de l'exercice de la compétence.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA REGION

La Région est responsable de la politique générale des services de transports routiers interurbains réguliers ou à la demande à compter du 1^{er} janvier 2017.

A ce titre, elle continue d'assurer pendant la délégation de compétences :

- Un rôle de coordination stratégique entre les six départements ;
- Un rôle de validation du niveau de service proposé par le Département pour l'année 2017 qui sera identique à celui mis en œuvre sur le département en 2016,
- La définition de la politique de communication institutionnelle, événementielle et commerciale dont la mise en œuvre ne pourra impacter les contrats en cours sur les plans administratifs et techniques ;
- Le financement des services de transports interurbains réguliers et à la demande à travers la compensation versée par la Région au Département au titre de la délégation de compétence dans les conditions fixées à l'article 8 de la présente convention.

ARTICLE 5 : OBJECTIFS A ATTEINDRE

Le Département, autorité délégataire, s'oblige à atteindre les objectifs suivants :

- Assurer l'organisation des lignes des services routiers non urbains réguliers et à la demande sur son territoire conformément aux dispositions en cours en décembre 2016 ;
- Poursuivre l'exécution des contrats conclus au titre de l'exploitation des services de transports routiers non urbains ;
- Assurer l'alimentation et la mise à jour des bases de données et la gestion des logiciels métiers ;
- Assurer l'information aux usagers, y compris via internet ;
- Mettre en œuvre le règlement départemental des transports en vigueur et applicable aux usagers ;
- Concourir aux ajustements du plan de transports dans le Département pendant la durée de la convention selon les modalités habituelles;
- Instruire les inscriptions aux abonnements, délivrer et contrôler les titres de transport sur son territoire de compétence déléguée ;
- Assurer la gestion de proximité des services de transport auprès des usagers ;
- S'assurer de la bonne exécution des services et des prescriptions contractuelles par les exploitants ;
- Assurer le contrôle du service fait et assurer le paiement des factures ;
- Gérer les recettes commerciales des services à la demande dans le respect des règles de la comptabilité publique et en lien avec les payeurs départementaux ;

- Assurer la gestion de la gare routière de Bourges et des points d'arrêts routiers en assurant notamment leur maintenance et le respect des règles de sécurité ;
- Appliquer les règles et les principes tarifaires en vigueur dans le département.

ARTICLE 6 : INDICATEURS DE SUIVI DES OBJECTIFS ET REPORTING

Le Département transmettra à la Région dès leur réception l'ensemble des éléments d'information transmis au minimum mensuellement par les prestataires dans le cadre de leur mission tels que prévus aux contrats et notamment le rapport mensuel du délégataire détaillé au volet n°3 du cahier des charges de la DSP.

Lorsqu'un plan de viabilité hivernale est mis en œuvre, ou lorsque des mesures urgentes sont mises en œuvre par le Département ayant une incidence sur le service quelle qu'en soit la cause (climatique, accident...), le Département tient informé la Région de la situation, de son évolution, des mesures engagées et des conséquences pour le service et les usagers.

ARTICLE 7 : MOYENS DE CONTRÔLE

Le Département facilitera l'exercice de contrôles, notamment financiers et organisationnels, réalisés par la Région, requis pour évaluer la réalisation correcte de la délégation de compétences mentionnée ci-dessus.

À cet égard, il mettra à la disposition des agents mandatés par la Région tous les documents comptables afférents à la délégation de compétence, courriers, comptes rendus et tout autre document qui concerne l'exercice de cette compétence.

La Région et le Département se rencontreront à échéance régulière afin de suivre l'évolution de la présente convention et l'exploitation des services publics subséquents.

ARTICLE 8 : CADRE FINANCIER DE LA DELEGATION DE COMPETENCE ET DES FLUX 2017

Du 1^{er} janvier au 31 août 2017, le Département s'acquitte de l'ensemble des dépenses relatives à l'activité transport (interurbain et scolaire).

Afin de financer, jusqu'au 31 août 2017, l'exercice d'une part de la compétence déléguée (transport routier interurbain), et d'autre part de la compétence transport scolaire, il est convenu que la Région reverse au Département 8/12^{ème} de 25 points de la CVAE 2017 soit 11 119 136,70 €. Ce versement sera réalisé mensuellement par douzième sur les 8 premiers mois de l'année 2017. Le montant de CVAE 2017 retenu est celui évalué en octobre 2016 et transmis par la DGFIP.

A compter du 1^{er} septembre 2017 le Département continue d'honorer l'ensemble des paiements inhérents à la période d'activité précédant le 1^{er} septembre 2017, quel que soit la date d'arrivée des factures. De la même façon, le Département continue de percevoir les recettes liées à l'activité précédant le 1^{er} septembre 2017.

Enfin, au titre des 4 derniers mois de l'année 2017, la Région versera au Département 4/12^{ème} de la différence entre le produit de 25 points de CVAE (montant 2016) et la charge nette globale arrêtée par le Préfet à l'issue des travaux de la CLERCT. Ce versement interviendra par douzième sur les quatre derniers mois de l'année 2017.

ARTICLE 9 : MOYENS DE FONCTIONNEMENT

Le Département prend à sa charge des moyens matériels identiques à ceux de l'année précédente pour exercer le fonctionnement courant de la compétence : locaux, mobiliers, fluides, consommables.

Le Département poursuit l'exercice de la compétence déléguée dans une organisation interne et avec des moyens humains similaires, que ce soit au quotidien pour intervenir sur les points d'arrêts que dans des situations particulières : viabilité hivernale, situation d'urgence quelle que soit sa cause (événement climatique, accident...).

ARTICLE 10 : MOYENS HUMAINS

Compte tenu de l'imbrication forte des missions relatives au transport interurbain et au transport scolaire, la Région et le Département conviennent de retenir une date unique de transfert pour le personnel soit le 1^{er} septembre 2017.

Aussi le personnel du Département, qu'il s'agisse de fonctionnaires ou d'agents publics non titulaires, exécute les missions d'organisation des services de transport délégués, telles qu'elles sont définies à l'article 2, sous l'autorité hiérarchique et fonctionnelle du département pendant la durée de la délégation de compétence.

Dans un second temps, la Région et le Département conviennent de procéder au transfert global des agents publics du service départemental de transports à compter du 1^{er} septembre 2017, date du transfert de la compétence « transport scolaire ».

La convention de transfert qui sera conclue après avis des comités techniques de la Région et du Département précisera les modalités de ce transfert conformément à l'article 114 de la loi du 7 août 2015

Pendant la durée de la présente convention, le Département assure la rémunération, l'évaluation des agents et de façon générale la gestion de leur carrière.

ARTICLE 11 : SORT DES CONTRATS D'EXPLOITATION EN COURS D'EXECUTION

Les parties à la délégation s'engagent dans une démarche commune auprès des opérateurs de transport liés contractuellement à la Région pour organiser la substitution du Département à celle-ci dans ces contrats pour la durée de la délégation consentie.

Les contrats nécessaires à l'exercice de la compétence, transférés à compter du 1^{er} janvier à la Région, substituée dans les droits et obligations du Département en vertu de l'article 133 de la loi NOTRe sont les suivants :

	Nom et numéro	Attributaire	Durée	Echéance	Prolongation
DSP	DSP pour la gestion et l'exploitation du réseau de transport public de personnes du dpt du Cher (réseau ligne 18)	EUROP VOYAGES 18 + AUTOCARS BODEAU CHAMBON	8 ans	31 août 2022	
Marchés	Ligne 18 : Mise en place et gestion d'une centrale de réservation et d'information (n° 13-0346)	KISIO	Durée initiale = 2 ans Durée max (avec renouvellement possible) = 4 ans	4 juillet 2015	4 juillet 2017
	Gestion et exploitation de la gare routière de Bourges – Gare du Prado (n° 14-1156)	EUROP VOYAGES	3 ans	19 janvier 2018	
	AMO de suivi de la DSP	RC- Interurbain	Pas de précision	31 décembre 2017	
Marchés de TAD	LOT n°1 (n°14-1147)	EURL AID'O TRANS	3 ans	31 août 2018	
	LOT n°2 (n°13-1606)	BERNAL ENTREPRISES	4 ans	31 août 2018	
	LOT n°3 (n°13-1607)	VOYAGES MICHAUT	4 ans	31 août 2018	
	LOT n°4 (n°13-1608)	VOYAGES MICHAUT	4 ans	31 août 2018	
	LOT n°5 (n°13-1609)	VOYAGES MICHAUT	4 ans	31 août 2018	

Conventions d'occupation	Convention pour l'occupation de biens immobiliers appartenant au domaine public (quai de la gare routière)	STI CENTRE	Durée initiale = 5 ans Durée max = 10 ans	pas de date de notification (signature le 23.04.2012)	
	Convention pour l'occupation de biens immobiliers appartenant au domaine public	KEOLIS CENTRE	Durée initiale = 5 ans Durée max = 10 ans	pas de date de notification	
	Convention pour l'occupation de biens immobiliers appartenant au domaine public	VOYAGES MICHAUT	Durée initiale = 5 ans Durée max = 10 ans	pas de date de notification (signature le 14 mai 2012)	
	Convention pour l'occupation de biens immobiliers appartenant au domaine public	REUNIR 18	Durée initiale = 5 ans Durée max = 10 ans	pas de date de notification (signature le 21 juin 2012)	
	Convention d'occupation du domaine public – gare routière du Prado	Ville de Bourges	1 ^{er} janvier 2012	31 décembre 2016	31 août 2017
Autres conventions	Convention d'organisation des services de transports de personnes	Entre le Conseil départemental du Cher et la Ville de Vierzon (+ le Vib' agissant en tant qu'exploitant pour la Ville de Vierzon)	1 an (début = 1 ^{er} janvier 2016)	31 décembre 2016	31 août 2017
	Convention d'intermodalité entre lignes 18 et Agglobus	Agglobus, la STUB et Europ Voyages 18	2 ans (début = 1 ^{er} septembre 2014)	31 août 2015 (possibilité de reconduction tacite)	Reconduction tacite

Le Département est chargé, pour le compte de la Région, de gérer, de suivre et de contrôler l'exécution de ces contrats conformément à l'article 2. Dans le cadre de l'exécution de ces contrats, toute décision qui aurait un impact financier est soumise à l'accord préalable de la Région.

Marché de contrôle avec SCAT

Afin de permettre la poursuite dans des conditions identiques de ce marché qui n'est pas transféré à la Région, concernant également le transport scolaire notamment, le Département poursuivra les opérations de contrôle réalisées sur le réseau interurbain et le transport à la demande. Il transmettra à la Région le résultat de ces contrôles dès leur réception selon les délais inscrits au marché.

ARTICLE 12 : RELATIONS AVEC LES USAGERS DES SERVICES DE TRANSPORT

Le Département est chargé de la gestion de proximité et des relations avec les usagers et leurs associations représentatives.

A ce titre il collecte les requêtes des usagers et examine les conditions de leur satisfaction. Il traite dans les mêmes conditions les requêtes transmises par la Région à laquelle il transmet sa réponse.

Il prend les décisions dont l'effet est immédiat et qui n'emportent pas d'incidences sur l'exploitation du service après la fin de la délégation de la compétence, ni la responsabilité de la Région.

Il soumet pour arbitrage à la Région des propositions de décision, lorsque les effets se poursuivront au-delà du 31 août 2017 ou en cas de point majeur notamment impliquant la responsabilité de la Région. Il la tient informée des éléments utiles et pouvant se révéler stratégiques au titre de la compétence régionale.

En outre, le Département prend toutes les dispositions nécessaires pour respecter les règles applicables en matière de traitement informatisé contenant des données individuelles, s'agissant des usagers des services de transport. Il se charge d'informer ces usagers du transfert à la Région des données concernées au terme de la présente convention.

ARTICLE 13 : COMMUNICATION

La Région décide de la communication globale et la promotion de l'offre des transports interurbains sur tous les types de supports relatifs au réseau (sites web, fiches horaires, titres de transports, information aux points d'arrêts, éditions diverses, communication sur matériel roulant, lettre d'information, stands, signalétique, etc.).

Le Département maintient la mise à disposition des moyens qui permettent la mise en œuvre de cette communication.

ARTICLE 14: RESPONSABILITE DES PARTIES

Pendant toute la durée de la délégation, le département exerce les compétences visées à l'article 2 au nom et pour le compte de la région.

L'action du département engagera juridiquement la région, à compter du 1er janvier 2017, et c'est donc la responsabilité de cette dernière qui pourra être recherchée.

Cependant la responsabilité du département pourra être directement recherchée et exonèrera la responsabilité de la Région dans les cas suivants :

- dans l'hypothèse où le département se serait rendu coupable d'une faute (délict ou quasi-délict c'est-à-dire faute d'imprudence ou de négligence) ;
- dans l'hypothèse où il aurait agi en dépassement des limites de la présente convention ;
- dans l'hypothèse où il n'aurait pas respecté les clauses de la présente convention.

ARTICLE 15 : ASSURANCES

Le Département, en tant que délégataire de la compétence de transport routier interurbain, souscrit les assurances couvrant sa responsabilité civile, administrative et pénale.

ARTICLE 16 : RESILIATION ANTICIPEE

L'une ou l'autre des parties peut résilier la convention par l'envoi d'un courrier en lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un délai de prévenance d'un mois.

ARTICLE 17 : ACTIONS CONTENTIEUSES RELATIVES A LA COMPÉTENCE DÉLÉGUÉE

Si la responsabilité de la Région au titre de la compétence déléguée à l'article 2 devait être recherchée devant les tribunaux ou par voie transactionnelle, le Département s'engage à fournir à la Région tous les documents dont elle pourrait avoir besoin pour organiser sa défense.

ARTICLE 18 : REGLEMENT DES LITIGES

Les parties à la délégation s'engagent à tenter de concilier les différents susceptibles de naître à l'occasion de l'exécution de la présente convention. Au besoin, un expert pourra être désigné pour conduire la conciliation.

En l'absence d'une solution amiable recherchée préalablement par les parties, les litiges susceptibles de naître à l'occasion de l'exécution de la présente convention seront portés devant le tribunal administratif d'Orléans.

Fait à [..]

Le

(en deux originaux)

Pour la Région Centre- Val de Loire
Le Président,

Pour le Département du Cher
Le Président,

François BONNEAU

Michel AUTISSIER